



Sandrine Gashonga
regrette le manque
de débat sur le racisme.

« Le racisme structurel est bien présent »

Réfugiée en provenance du Rwanda qu'elle a fui en 1994 avec sa famille, Sandrine Gashonga est devenue une citoyenne à part entière. Engagée dans la lutte contre ce sujet rampant mais tabou qu'est le racisme dans une société d'abondance, elle est devenue le visage du mouvement Black Lives Matter au Luxembourg.

Auteur **PIERRE PAILLER** Photo **ANDRÉS LEJONA**

Vous êtes présidente et cofondatrice de l'association féministe et antiraciste Létz Rise Up créée en septembre 2019. Quelle est sa particularité?

Cela rentre dans le cadre d'une évolution du militantisme antiraciste depuis les années 2000, et dont la base est le travail sur la reconnaissance des conséquences dramatiques de la colonisation, notamment sur les descendants des personnes qui ont été colonisées. Que ce soit en France, en Belgique ou en Allemagne, de plus en plus de mouvements sont composés de personnes qui subissent directement les discriminations. Avec un groupe d'amies racisées, nous voulions créer une association qui nous ressemble et nous ne trouvons pas d'offres ici.

Car les associations traditionnelles ne sont pas composées des personnes qui subissent le racisme. Leurs stratégies ne peuvent donc pas correspondre aux besoins de celles-ci. Donc il fallait absolument créer une association qui soit composée de ces personnes. Parce que nous sommes les seules susceptibles de trouver les solutions aux problèmes que nous rencontrons.

Létz Rise Up a organisé la manifestation Black Lives Matter en juin dernier devant l'ambassade des États-Unis.

À quel point la mort de George Floyd vous a-t-elle affectée?

Quelqu'un m'a envoyé la vidéo et je n'ai pas pu la regarder jusqu'au bout. C'était trop violent. C'est vraiment la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Plusieurs événements avaient déjà

annoncé ce trop-plein: cette femme à New York, Amy Cooper, qui avait appelé la police parce qu'un homme noir lui demandait de tenir son chien en laisse. Puis ce joggeur tué dans un quartier riche par un père et son fils blancs qui lui ont tiré dessus parce qu'ils considéraient qu'il n'avait rien à faire là. Ces deux événements ajoutés à la mort de George Floyd, c'était trop. Il y a toute cette charge raciale qu'on accumule pendant des semaines, des mois, des années, et là on se dit: c'est trop.

BIO

Départ forcé

Sandrine Gashonga est née en 1977 au Rwanda. En 1994, la guerre l'oblige à fuir son pays. Elle arrive au Luxembourg avec sa famille en tant que réfugiée.

Formatrice

Après des études en philosophie à Nancy puis à Lille, elle travaille dans la finance en tant que gestionnaire de sociétés. En parallèle, elle se forme à l'éducation à la communication interculturelle, domaine dans lequel elle exerce aujourd'hui.

Engagée

Après quelques années au sein d'Amnesty International, elle fonde avec des amies l'association féministe et antiraciste Létz Rise Up en septembre 2019, à l'origine de la manifestation Black Lives Matter de juin dernier.

Beaucoup de personnes noires dans mon entourage ont eu le même sentiment que moi. C'était vraiment une sorte de dépression, comme après un choc, avec des symptômes de stress post-traumatique.

Les mobilisations après la mort de George Floyd ont eu lieu aux États-Unis, mais aussi dans le monde entier, en Europe et même au Luxembourg, alors que la situation au sujet du racisme paraît très différente d'un continent à l'autre. Comment expliquez-vous cela?

Les conditions ne sont pas les mêmes, ce n'est pas la même violence, c'est sûr. Mais les conditions de possibilité d'une mort existent car le racisme structurel est bien présent. Ainsi, quand un Noir recherche un logement ici, il doit attendre plus longtemps qu'une personne blanche. Si on a une situation précaire, si on a un travail avec un salaire minimum, si on est une femme avec des enfants, c'est encore pire. Et alors que la situation économique générale au Luxembourg est plus favorable que dans les autres pays, par contre, au niveau du racisme ressenti, la situation n'est pas meilleure, voire pire.

C'est ce que soulignait une étude européenne, Being Black in the EU, publiée il y a environ un an par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Nous avons constaté un réel déni lors de la conférence sur cette étude, organisée par l'Asti en novembre 2019. La ministre de la Famille

et de l'Intégration, Corinne Cahen (DP), est complètement tombée des nues face à ce qu'elle entendait. Mais elle a tout de même continué à minimiser les résultats de l'étude en prétendant que l'échantillon n'était pas assez représentatif, alors qu'il s'agit du même pour toutes les études européennes.

Comment expliquez-vous la difficulté à aborder ce sujet ?

Par le manque de débats sur la question. Par exemple, l'UE a demandé à chaque pays d'établir un plan d'action pluriannuel contre le racisme. Mais, au Luxembourg, ce plan d'action n'est pas contre le racisme, mais pour l'intégration. L'intitulé même pousse à ne pas voir l'existence du racisme dans la société...

On parle toujours d'interculturalité, de différences culturelles, sans jamais parler de différences de conditions sociales, qui sont liées à la race. Et à travers l'interculturalité, on part du principe qu'il ne faut pas juger les comportements des personnes, mais toujours considérer qu'on les juge à partir de notre bagage culturel. En oubliant alors l'histoire de la colonisation, et par conséquent les rapports de force et de domination qui en découlent et qui sont toujours présents dans notre relation avec les autres. Tout cela fait qu'il y a un manque de conscience des problèmes que les personnes noires rencontrent ici.

L'implication du Luxembourg dans la colonisation belge du Congo est-elle aussi un sujet tabou ?

Oui, il existe un réel déni du passé colonial du Luxembourg, qui a pourtant participé à la colonisation belge. Le Luxembourg a accueilli deux expositions coloniales sur son territoire, des zoos humains – il y en a même eu un à la Schueberfouer. Tout cela s'est passé au Luxembourg, mais on n'en parle pas, la plupart des personnes ne sont pas au courant.

« Je ne pense pas qu'il n'y ait pas de violences policières au Luxembourg. »

LA DURE RÉALITÉ DU RACISME

Publiée en 2019, l'enquête *Being Black in the EU* a analysé les expériences vécues par près de 6.000 personnes d'ascendance africaine dans 12 pays de l'UE. Or, le Luxembourg fait partie des pays à problèmes. 7 personnes sur 10 disent ainsi avoir subi un acte de discrimination au cours des cinq dernières années. Le pire taux de l'UE. Et plus de la moitié affirment avoir fait l'objet de harcèlement raciste, contre moins d'un tiers à l'échelle de l'UE.

Souvent, l'argument consiste à dire qu'il s'agit d'initiatives privées, de personnes qui décidaient d'y aller par elles-mêmes. Mais il y avait quand même une promotion, des recrutements qui étaient faits pour que des personnes aillent au Congo belge. Ces personnes sont revenues avec une certaine image du Noir. De même pour les personnes qui allaient visiter les zoos humains.

Les violences racistes, policières ou autres semblent épargner le pays jusqu'à présent...

Sincèrement, je ne pense pas qu'il n'y ait pas de violences policières au Luxembourg. Mais cela n'arrive pas aux oreilles du public. Des mécanismes sont présents qui font qu'on ne s'en saisit pas, et que cela n'arrive pas dans le débat.

Une des difficultés de la lutte antiraciste n'est-elle pas que ces événements tragiques sont souvent sujets à interprétation et qu'il est difficile de les quantifier ?

C'est amplifié par le fait qu'on ne puisse pas faire de statistiques basées sur l'ethnie ou la race. En Europe, je crois que seul le Royaume-Uni le fait, et cela révèle des inégalités flagrantes. Des statistiques ethniques et des études sur le sujet sont nécessaires, parce qu'avant d'élaborer des stratégies, il faut savoir où sont les problèmes et où commencer à agir.

Craignez-vous une aggravation de la situation ?

Il existe une aggravation sur certains aspects, notamment au niveau des lois sur le droit d'asile, qui sont de plus en plus restrictives. Un exemple tout simple: le délai pour les personnes en centre de rétention a été prolongé de 6 à 9 mois, ce qui en fait le plus long de toute l'Europe. Quand vous avez des personnes qui doivent attendre encore plus longtemps avant d'être libérées, cela peut augmenter les tensions dans les lieux de rétention.

Selon vous, quelles mesures permettraient d'améliorer la situation générale face au racisme dans le pays ?

Il faudrait commencer par l'éducation, en favorisant l'entrée dans le système éducatif, en tant que professeurs, de personnes afro-descendantes ou racisées. Une chose, facile à faire, serait de prévoir des programmes spéciaux à destination de cette communauté, comme au Québec. Parce que ce n'est pas que ses représentants ne veulent pas accéder à ces filières, mais ils ont parfois l'impression que cela ne leur est pas accessible. Puis, une fois à l'intérieur, il faut que l'atmosphère soit vivable. Ce qui passe par la sensibilisation des enseignants sur la question du racisme et la façon dont ils reproduisent des comportements qui sont gênants pour les personnes racisées. Lëtz Rise Up a d'ailleurs un projet, soutenu par le gouvernement, de formation sur le racisme à destination du personnel associatif, des enseignants et des travailleurs sociaux¹.

Et au niveau du programme éducatif ?

Que pourrait-on apprendre aux enfants ?

À l'école, on évite le sujet du racisme. Les philosophes qui ont travaillé sur ces sujets ne sont pas étudiés. Il faudrait faire étudier l'histoire coloniale du Luxembourg, qui n'est pas racontée aux enfants, et celle de la relation entre les peuples. Et aussi raconter l'histoire de l'Afrique de façon positive, les avancées auxquelles les personnes racisées ont contribué, ce qui n'est pas encore fait.

L'apprentissage de la langue luxembourgeoise est-il un facteur essentiel d'intégration ?

S'il y avait une cohérence dans les demandes d'apprentissage de la langue luxembourgeoise, ce serait super! Mais à qui adresse-t-on cette exigence? Aux classes populaires. On ne demande pas au directeur de la banque untel d'apprendre le luxembourgeois, ni aux fonctionnaires européens. On demande toujours aux personnes les plus fragiles et les plus précaires. Pourtant, ce sont celles qui sont le plus à même de participer à la vie politique et sociale. Donc j'ai toujours eu un problème avec cette exigence parce qu'elle s'adresse uniquement à certaines parties de la population.

L'éducation est primordiale, mais ses effets se produisent sur le long terme. Que proposez-vous pour les générations actuelles ? Par exemple, pour le logement ?

Il faudrait faire des testings pour voir quelles sont les agences immobilières qui font des sélections. Et mettre en place des sanctions pour celles qui font des discriminations. Cela peut aussi passer par des mesures plus struc-